

RAPPORT SUR L'ESCLAVAGE MODERNE 2023

AVRIL 2024



RAPPORT SUR L'ESCLAVAGE MODERNE 2023

1. INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur le Groupe WSP Global Inc. et ses filiales (collectivement « WSP », « nous » ou « notre »), plus précisément WSP Canada Inc., WSP Australia Pty Limited, WSP UK Limited et WSP Norge AS, lors de la période de référence allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, à moins d'indication contraire aux présentes et si le contexte l'exige. Il présente les mesures prises par WSP pour atténuer les risques relatifs à l'esclavage moderne¹, y compris le travail forcé et le travail des enfants, dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement, conformément aux lois² adoptées au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Norvège. Ce rapport a été rédigé en consultation avec WSP Canada Inc., WSP Australia Pty Limited, WSP UK Limited et WSP Norge AS. WSP reconnaît le rôle essentiel que joue le secteur privé dans l'abolition de l'esclavage moderne. À cette fin, l'entreprise publie les détails des mesures qu'elle a prises en 2023 pour s'assurer qu'il n'y a pas de situations d'esclavage moderne dans ses propres activités, ainsi que dans ses chaînes d'approvisionnement.

2. NOTRE ENGAGEMENT

WSP applique une politique de tolérance zéro à toutes les formes d'esclavage moderne. Nous interdisons à nos employés de participer, de suggérer, de permettre ou d'ignorer l'esclavage moderne, y compris le travail forcé, le travail des enfants, l'exploitation ou les abus sexuels et le trafic d'êtres humains, dans le cadre de nos activités professionnelles. Cet engagement est mis en œuvre par l'intermédiaire de la Politique mondiale des droits de la personne et du Code de conduite de WSP. Nous mettons également en place des mesures d'atténuation des risques appropriées en lien avec les projets dans des pays où il existe des risques élevés d'esclavage moderne.

WSP encourage la participation active de l'ensemble des parties prenantes, notamment les fournisseurs, les autorités gouvernementales et les clients, dans le but d'accroître l'efficacité de ses pratiques d'atténuation des risques d'esclavage moderne. Nous continuerons de nous adapter pour maintenir les normes les plus élevées en matière d'éthique et d'intégrité au sein de notre entreprise et dans nos relations.

3. DESCRIPTION DE WSP

Structure et activités mondiales

WSP est une entreprise internationale comptant 66 500 employés répartis dans environ 50 pays. Groupe WSP Global Inc. est une société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et aussi la compagnie-mère originaire du groupe de sociétés WSP. Le bureau enregistré et siège social de WSP est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 11º étage, Montréal (Québec), H3H 1P9. Les actions ordinaires de Groupe WSP Global Inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX: WSP).

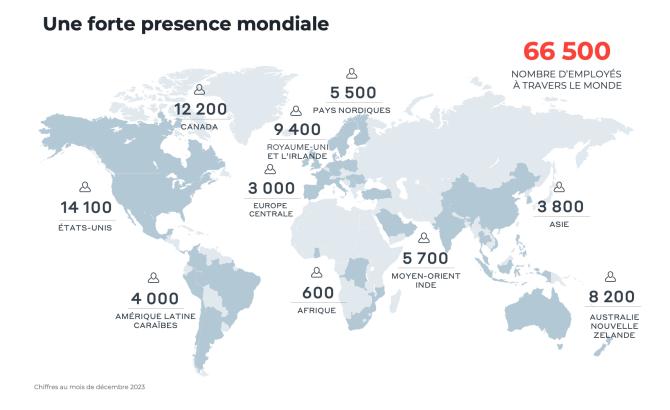
L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP a pour mission de préparer l'avenir de nos villes et de notre environnement. À cette fin, WSP fournit des services de consultation stratégique, d'ingénierie et de conception à des clients

¹ Aux fins de conformité à la loi canadienne, l'expression « esclavage moderne » désigne le travail forcé et le travail des enfants, au sens de l'article 2 de cette loi.

² Loi édictant la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes (Canada) (la « loi canadienne »); Modern Slavery Act 2018 (Cth) (Australie) (la « loi australienne »); Norwegian Transparency Act (la « loi norvégienne »); Modern Slavery Act 2015 (Royaume-Uni) (la « loi britannique »). La loi canadienne, la loi norvégienne, la loi australienne et la loi britannique sont collectivement nommées les « lois ».



à la recherche de solutions durables dans les secteurs du transport, de l'infrastructure, de l'environnement, du bâtiment, de l'énergie, de l'eau et des mines. Parmi ses principaux clients, on compte des organismes publics, des entreprises privées et des institutions financières. L'équipe mondiale d'experts de WSP regroupe des conseillers, ingénieurs, spécialistes de l'environnement, scientifiques, techniciens, architectes et urbanistes, ainsi que des professionnels en conception et en gestion de programmes.



Entités soumises aux exigences de divulgation sur l'esclavage moderne

Les activités de WSP dans les pays suivants sont assujetties aux exigences de divulgation sur l'esclavage moderne :

- Canada: Au Canada, la principale filiale de WSP est WSP Canada Inc., une société constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, qui mène ses activités à l'échelle nationale et mondiale. Les filiales et sociétés affiliées de WSP Canada Inc. au Canada comprennent WSP Solutions appliquées Inc. et WSP E&I Canada Itée. Les principaux clients de WSP au Canada et de ses sociétés affiliées sont des organismes publics et des entreprises privées. Au Canada, l'entreprise compte environ 12 200 personnes talentueuses réparties dans 130 bureaux. Le siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 11e étage, Montréal (Québec), H3H 1P9.
- Australie: En Australie, la principale filiale de WSP est WSP Australia Pty Limited, une société constituée en vertu des lois du Commonwealth d'Australie (qui comprend toutes ses filiales exerçant leurs activités en Australie: Enstruct Group Pty Limited, Golder Associates Pty Limited, Irwinconsult Pty Ltd, Elton Consulting Group Pty Ltd, Greencap Holdings Limited et Calibre Professional Services One Pty Ltd). WSP en Australie mène ses activités à l'échelle nationale et mondiale, et ses principaux clients sont des organismes publics et des entreprises privées. En Australie, l'entreprise



compte environ 5 700 personnes talentueuses réparties dans 25 bureaux. Le siège social est situé au Level 27, Ernst & Young Center, 680 George Street, Sydney NSW 2000.

- Royaume-Uni: Au Royaume-Uni, la principale filiale de WSP est WSP UK Limited, une société qui mène ses activités à l'échelle nationale et mondiale. En tant que firme de services professionnels hautement spécialisée, l'entreprise compte environ 9 350 personnes talentueuses réparties dans 32 bureaux. Le siège social est situé au WSP House, 70 Chancery Lane. London WC2A 1AF.
- Norvège: En Norvège, la seule filiale de WSP est WSP Norge AS, une société qui mène ses activités à l'échelle nationale et mondiale. Les principaux clients de WSP en Norvège sont des organismes publics et des entreprises privées. L'entreprise compte environ 500 personnes talentueuses réparties dans 15 bureaux. Le siège social est situé au St. Olavs plass 5, 0165 Oslo.

Dans tous les endroits où nous menons nos activités, nos principales ressources sont nos employés hautement qualifiés, l'équipement et les systèmes informatiques complexes que nos employés utilisent, les bureaux où nous travaillons, ainsi que les voyages et services professionnels connexes.

Notre chaîne d'approvisionnement mondiale

L'équipe mondiale d'approvisionnement de WSP est responsable de la rationalisation des pratiques d'approvisionnement ainsi que de l'élaboration de normes de gouvernance et d'une stratégie d'approvisionnement mondiale. Elle est également responsable de la gestion des principaux contrats d'approvisionnement qui profitent à l'entreprise dans son ensemble. Les équipes sous-régionales³ et nationales de l'approvisionnement, quant à elles, ont pour responsabilité de rechercher des biens et des services et d'en faire l'acquisition, en vertu d'ententes sous-régionales, nationales et mondiales avec les fournisseurs. Elles ont aussi pour tâche d'élaborer des stratégies sous-régionales et nationales d'approvisionnement.

La portée et la nature du modèle d'affaires, des activités commerciales et des lieux d'exploitation de WSP, qui reposent principalement sur la prestation de services professionnels dans les pays de l'OCDE, limitent généralement l'exposition aux risques liés à l'esclavage moderne dans notre chaîne d'approvisionnement. À l'occasion, WSP entreprend toutefois des activités d'importation limitées en lien avec certains biens destinés aux projets de ses clients.

- Les fournisseurs de l'entité canadienne sont situés partout dans le monde et représentent principalement des entités contrôlées par WSP, d'autres entreprises de services professionnels, des fournisseurs de TI, des propriétaires et une variété de fournisseurs de services. WSP au Canada importe aussi à l'occasion des biens destinés à des projets de réhabilitation environnementale, des services d'inspection d'infrastructures ou d'autres services liés à des projets qui sont situés et réalisés sur les sites de clients. Les fournisseurs de biens importés sont principalement situés en Europe et aux États-Unis, et peuvent également avoir leur propre chaîne d'approvisionnement à l'étranger.
- Les fournisseurs de l'entité australienne sont situés en vaste majorité en Australie, à l'exception de quelques fournisseurs dans d'autres pays. Ils représentent principalement d'autres entreprises de services professionnels, des fournisseurs de TI, des propriétaires et une variété de fournisseurs de services, ainsi que des entités contrôlées par WSP. WSP en Australie fournit également des biens utilisés dans les systèmes d'assainissement des eaux souterraines et des caméras de contrôle utilisées sur les sites de clients.
- Les fournisseurs des entités au Royaume-Uni et en Norvège sont situés partout dans le monde et représentent principalement des entités contrôlées par WSP, d'autres entreprises de services professionnels, des fournisseurs de TI, des propriétaires et une variété de fournisseurs de services.

³ Dans le présent document, l'emploi du terme « régions » renvoie généralement aux secteurs de WSP à présenter : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande). Les « sous-régions » désignent plus précisément les pays ou les régions se trouvant à l'intérieur de nos régions, ce qui comprend : Canada, États-Unis, Amérique latine et Caraïbes, Royaume-Uni, Europe centrale, Pays nordiques, Moyen-Orient, Inde, Afrique, Australie, Nouvelle-Zélande et Asie.

3



4. POLITIQUES

Les politiques mondiales suivantes de WSP renforcent notre engagement dans la lutte contre l'esclavage moderne :

Code de conduite

Le Code de conduite s'applique tous les employés, dirigeants, administrateurs et autres personnes ayant une relation d'emploi avec WSP. Il met en lumière la responsabilité de chacun en matière de respect et de promotion des droits de la personne et de l'égalité. Le Code de conduite interdit explicitement toute forme d'esclavage moderne, y compris le travail forcé, le travail des enfants, l'exploitation ou les abus sexuels et le trafic d'êtres humains.

Code de conduite pour les partenaires d'affaires

Le Code de conduite pour les partenaires d'affaires définit les attentes de WSP selon lesquelles ses partenaires d'affaires doivent protéger les droits de la personne dans toutes leurs relations d'affaires, ne doivent participer à aucune forme d'esclavage moderne et doivent se conformer aux lois et aux règlements applicables contre l'esclavage moderne. Selon ce Code de conduite pour les partenaires d'affaires, les partenaires d'affaires de WSP sont également tenus de nous signaler rapidement toute infraction soupçonnée à ces principes.

Politique mondiale des droits de la personne

Notre Politique mondiale des droits de la personne établit notre approche mondiale à respecter, à appuyer et à préserver les droits de la personne. La politique s'applique à WSP, à tous ses employés et à toute autre personne ayant une relation d'emploi avec WSP, ainsi qu'à ses partenaires d'affaires agissant au nom de l'entreprise.

Politique en matière de signalement et d'enquête

Notre Politique en matière de signalement et d'enquête décrit la mise en place par WSP d'une saine gouvernance liée aux enquêtes internes, en soulignant plus particulièrement l'obligation qu'ont les employés de signaler les inconduites ainsi que notre politique anti-représailles qui protège les personnes à l'origine d'un signalement. La politique décrit également les différentes options de signalement, notamment notre Ligne de signalement en matière de conduite professionnelle. Cette option indépendante et accessible à l'échelle mondiale peut être utilisée de manière anonyme là où la loi applicable le permet.

Politique concernant les pays à risque élevé et la conformité aux régimes de sanctions

Notre Politique concernant les pays à risque élevé et la conformité aux régimes de sanctions (ainsi que la liste associée des pays à risque élevé) présente notre approche pour définir et appliquer un examen plus rigoureux dans le cas des projets situés à l'étranger lorsque le risque est élevé. La détermination des risques plus élevés comprend l'évaluation du risque lié à l'esclavage moderne, conformément aux indices internationaux.

Plusieurs sous-régions/pays de WSP ont également leurs propres politiques et procédures qui s'ajoutent à ces politiques mondiales. Par exemple, WSP au Royaume-Uni adopte des procédures en lien avec l'esclavage moderne et propose de plus amples directives aux employés dans le cadre de sa politique de prévention de l'esclavage (*Slavery Prevention Policy*). Les conditions générales de contrat applicables aux fournisseurs de WSP en Australie contiennent des dispositions liées à l'esclavage moderne, et WSP s'apprête à adopter des conditions semblables à l'échelle mondiale.

Lignes directrices en matière d'approvisionnement

La fonction d'approvisionnement de WSP adhère aux Lignes directrices mondiales en matière d'approvisionnement. Ces lignes directrices définissent l'orientation de l'harmonisation continue de nos politiques, procédures et structures à l'échelle des sous-régions de l'entreprise. WSP vise à obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les biens et services nécessaires à ses activités, tout en atténuant les répercussions négatives sur l'environnement et les communautés locales, incluant les droits de la personne,



grâce à des procédures d'approvisionnement équitables, transparentes, uniformes, rentables et efficientes. Pour favoriser le respect de ces objectifs, le processus d'approvisionnement doit s'appuyer sur les principes généraux de responsabilité, de transparence, d'honnêteté, d'intégrité et d'équité.

Le conseil d'administration de WSP, avec l'aide du comité de gouvernance, d'éthique et de rémunération, est responsable de superviser la mise en œuvre des procédures, des politiques et des initiatives relatives à ses responsabilités d'entreprise, sociales et environnementales, y compris les politiques mentionnées précédemment.

5. PROCESSUS DE DILIGENCE RAISONNABLE

WSP maintient sa part de diligence raisonnable ainsi que d'autres procédures pour repérer et exclure l'esclavage moderne de ses activités et de sa chaîne d'approvisionnement. La fonction Éthique et conformité a été mandatée pour établir ces procédures et en réviser l'efficacité, avec le soutien des fonctions Ressources humaines, Approvisionnement et Santé, sécurité, environnement et qualité. Certains de ces processus de diligence raisonnable ainsi que d'autres procédures sont décrits ci-après.

Notre progiciel de gestion intégré et notre plateforme d'intégration et de contrôle des tierces parties nous permettent de mener des vérifications diligentes auprès des fournisseurs avant de faire affaire avec eux. Ces solutions sont actuellement déployées à l'échelle mondiale de l'entreprise. À cet effet, certains partenaires d'affaires doivent répondre à un questionnaire et attester de leur accord avec le Code de conduite pour les partenaires d'affaires.

La plateforme d'intégration et de contrôle des tierces parties de WSP étudie des facteurs comme l'éthique, les sanctions, l'intégrité et les couvertures médiatiques négatives dans le cadre de l'évaluation des risques. Cette évaluation est appuyée par les vérifications propres aux sous-régions. Une fois entièrement mise en œuvre, la plateforme améliorera le partage des données tirées de l'évaluation des risques entre les fonctions corporatives jouant un rôle dans le processus d'intégration et offrira plus de transparence à l'égard des partenaires d'affaires approuvés. Lorsque le contrôle initial relève un risque élevé d'esclavage moderne parmi d'autres risques, le fournisseur doit se soumettre à un contrôle élevé, mené par l'équipe Éthique et conformité de WSP. Cet examen de l'intégrité comprend l'évaluation des risques, pas seulement à partir des résultats de contrôle du fournisseur, mais aussi à partir de la nature des biens ou des services que le fournisseur est censé fournir.

En outre, WSP observe un processus rigoureux pour évaluer et approuver les occasions de projets dans les pays à risque plus élevé, y compris à risque plus élevé d'esclavage moderne, dans le cadre de la Politique concernant les pays à risque élevé et la conformité aux régimes de sanctions. Les occasions, clients ou tierces parties situés dans un pays à risque élevé connu doivent se soumettre à un processus rigoureux de vérification diligente et doivent être approuvés par l'équipe Éthique et conformité. En présence d'un risque plus élevé, l'approbation de l'équipe de haute direction concernée est également requise. Le processus de diligence raisonnable et d'examen comprend l'évaluation du risque lié à l'esclavage moderne et la mise en place de mesures d'atténuation appropriées.

Dans certaines régions, des procédures de vérification diligente accrue s'appliquent. Chez WSP en Australie, les fournisseurs à risque plus élevé sont tenus de remplir un questionnaire officiel portant sur des sujets comme les procédures de lutte contre l'esclavage et la gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'une déclaration officielle de conformité à la loi de l'Australie régissant l'esclavage moderne. Le questionnaire est obligatoire pour les fournisseurs associés à des industries précises et leur ajout à la liste des fournisseurs approuvés est conditionnel à leur examen et à leur approbation dans la plateforme d'intégration et de contrôle de WSP. WSP au Royaume-Uni ajoute des vérifications sur les mesures de lutte contre l'esclavage (vérifications des couvertures médiatiques négatives et questionnaire comprenant une question sur l'esclavage moderne) à la fois dans ses évaluations préalables à l'engagement et dans ses vérifications diligentes de rappel périodiques subséquentes.

Mécanismes de traitement des griefs

WSP encourage ses employés et les membres de sa chaîne d'approvisionnement à signaler en temps opportun les violations connues ou soupçonnées des pratiques éthiques, y compris l'esclavage moderne, ou toute autre infraction aux droits de la personne. Les employés peuvent signaler toute inconduite soupçonnée à leur gestionnaire, à leur représentant sous-régional, Éthique et conformité, ou au bureau Éthique et conformité de WSP à l'adresse ethics@wsp.com. De plus, les inconduites



soupçonnées peuvent être signalées au moyen de la Ligne de signalement en matière de conduite professionnelle de WSP. De plus amples informations sur cette ligne se trouvent à l'adresse <u>wsp.ethicspoint.com</u>.

6. ÉVALUATION DES RISQUES

Évaluation mondiale des risques

WSP dispose d'un processus mondial d'évaluation de divers risques auxquels on s'expose. Deux facteurs sont pris en compte pour ce qui est du risque lié à l'esclavage moderne : la portée des services et le pays dans lequel ces services sont fournis. Les activités de WSP consistent principalement à offrir des services-conseils professionnels dans de nombreuses disciplines, comme l'ingénierie, l'environnement et autres. Alors, ces services présentent un risque moindre d'esclavage moderne étant donné le savoir-faire des professionnels qui les réalisent. C'est pourquoi l'évaluation des risques est axée sur les pays dans lesquels l'esclavage moderne est davantage répandu. Nous nous servons d'indices mondiaux, comme le Global Slavery Index, pour évaluer la situation des pays compris dans la liste des pays à risque élevé de WSP, puis entamons les processus supplémentaires de diligence raisonnable décrits ci-dessus.

Il est possible qu'une évaluation particulière des risques doive être réalisée périodiquement dans chaque sous-région ou pays en fonction du profil de l'entreprise. Pour la période de référence, une évaluation des risques a été réalisée pour les pays suivants :

Évaluation des risques - Canada

En 2023, WSP au Canada a effectué une évaluation initiale des risques au sein de sa chaîne d'approvisionnement dans le but de cerner les industries, les produits et les pays susceptibles de faire l'objet de pratiques qui contribuent à perpétuer toute forme d'esclavage moderne. Dans le cadre de cet exercice, nous avons privilégié divers indices publiés, comme le Global Slavery Index et l'indice de perception de la corruption. Selon les résultats de l'évaluation des risques, la majorité des fournisseurs de WSP au Canada sont des entreprises canadiennes et donc représentent un risque faible. L'évaluation des risques de 2023 liés à la chaîne d'approvisionnement a quant à elle révélé que moins de 0,5 % des fournisseurs de WSP au Canada se trouvent dans des pays à risque élevé d'esclavage moderne. Au sein de ce groupe, 99 % des fournisseurs proposent des services professionnels de sousconsultation jugés à risque faible. Conscients que nos fournisseurs possèdent leur propre chaîne d'approvisionnement, et lorsque pertinent et possible, nous avons pris en compte ces facteurs dans nos évaluations des risques et dans le cadre de nos décisions d'approvisionnement. Quand WSP au Canada conclut des alliances ou des accords de coentreprise avec d'autres entreprises de services professionnels, WSP au Canada s'assure toujours d'effectuer une diligence raisonnable afin de garantir que ses partenaires sont des sociétés qui respectent des normes comparables en matière d'éthique et font notamment preuve d'une tolérance zéro envers toute forme d'esclavage moderne.

Évaluation des risques - Australie

En 2023, WSP en Australie a effectué une évaluation approfondie de sa chaîne d'approvisionnement dans le but de repérer les industries, les produits et les pays jugés propices aux pratiques d'esclavage. Dans le cadre de cet exercice, nous avons privilégié divers indices publiés, comme le Global Slavery Index et l'indice de perception de la corruption. Selon les résultats de l'évaluation des risques, la majorité des services fournis à WSP en Australie proviennent d'entreprises australiennes et donc représentent un risque faible. Voici les catégories de risques liés à l'esclavage moderne qui se rapportent à WSP: installations, nettoyage, messagerie, services de traiteur, forage, réparation de véhicules et entretien de bâtiments. Ces services ne représentent toutefois qu'une infime partie des services de la chaîne d'approvisionnement de WSP en Australie. L'évaluation des risques liés à la chaîne d'approvisionnement a révélé que moins de 1 % des fournisseurs de l'entreprise se trouvent dans des pays à risque élevé d'esclavage moderne (p. ex., l'Afrique du Sud, la Chine, les Philippines, l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Thaïlande). De ce groupe, 96 % des fournisseurs proposent des services professionnels de sous-consultation, soit des services jugés à risque faible. Quand WSP en Australie conclut des partenariats avec d'autres entreprises de services professionnels dans le cadre d'alliances ou de coentreprises, elle s'assure toujours d'effectuer sa diligence raisonnable afin de garantir que ses partenaires sont des sociétés qui respectent des normes similaires en matière d'éthique et font notamment preuve d'une



tolérance zéro envers toute forme d'esclavage moderne. Enfin, les entités nouvellement acquises ont été prises en compte dans l'évaluation des risques et, dans la mesure du possible, leurs fournisseurs ont été intégrés aux plateformes de WSP.

Évaluation des risques - Norvège

WSP en Norvège évalue continuellement le risque que ses activités ou que ses relations d'affaires entraînent des conséquences néfastes en matière de droits fondamentaux des personnes et de conditions de travail convenables. WSP en Norvège fait le suivi en permanence de toute violation de ces droits. Pour ses propres activités, WSP en Norvège effectue une évaluation qui se base sur les résultats de sondages réguliers auprès de l'ensemble de ses employés et passe en revue les signalements effectués grâce à son outil de signalement en santé et sécurité. Le questionnaire comprend d'ailleurs un module distinct portant sur l'égalité et la discrimination. Les renseignements recueillis dans ces sondages ainsi que la surveillance et le suivi réguliers des heures et de la charge de travail de ses employés lui permettent de mieux cerner l'expérience et les points de vue de ces derniers, de déterminer les domaines à améliorer et d'élaborer des initiatives et des plans d'action concrets. WSP en Norvège n'a repéré aucun impact négatif réel sur les droits de la personne et le droit à des conditions de travail convenables au sein de ses activités pour la période de référence. WSP en Norvège reconnaît toutefois qu'il existe des risques inhérents liés à ses activités, y compris, sans s'y limiter, des répercussions négatives sur les conditions de travail de ses employés, en particulier en ce qui concerne le stress, le nombre excessif d'heures de travail et différentes formes de discrimination.

Pour ce qui est de sa chaîne d'approvisionnement, WSP en Norvège procède à des évaluations de la diligence raisonnable qui consistent à dresser un portrait de la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise et de ses partenaires d'affaires en fonction de leurs activités (industrie, produits, services, marchés géographiques, processus de production et risques déjà cernés), puis à déterminer s'il est nécessaire de prendre des mesures afin d'examiner les conséquences négatives potentielles sur les droits fondamentaux des personnes et les conditions de travail convenables. WSP en Norvège s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires lorsque le degré de gravité et la probabilité de dommages sont maximaux et que l'entreprise peut exercer une influence considérable en vue de changements positifs. Les facteurs pris en compte lors de l'évaluation sont le rapport entre l'entreprise et le risque et la responsabilité qu'elle entretient vis-à-vis de ce dernier, ainsi que l'envergure, la nature et le contexte de l'activité.

Les résultats de l'évaluation des risques de 2023 n'indiquent aucune violation réelle des droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement de WSP en Norvège ou parmi ses sous-traitants. Un cas de violation soupçonnée des droits de la personne a été signalé par un établissement hôtelier et une entreprise d'organisation de conférence. La violation proviendrait du fournisseur de services de l'hôtel. Cependant, WSP en Norvège a été informée que le risque avait été atténué et la situation résolue.

7. FORMATION ET MOBILISATION

Chaque année, tous nos employés suivent des formations obligatoires de rappel portant sur leurs responsabilités en vertu de notre Code de conduite. Dès 2024, les formations comprendront du contenu sur la prévention de l'esclavage moderne. WSP a publié en 2023 un article sur son intranet s'adressant à tous les employés afin de les sensibiliser à l'esclavage moderne et de leur fournir des conseils pratiques et ciblés sur le sujet.

Nous offrons des formations et des activités de sensibilisation ciblées dans certaines sous-régions de WSP et dans certains de ses secteurs d'activité où les risques liés à l'esclavage moderne sont potentiellement plus élevés. Par exemple, aux États-Unis, nous proposons de la formation sur la lutte contre la traite de personnes à nos employés qui travaillent dans des emplacements plus à risque ou sur des contrats à risque élevé.

WSP participe au programme <u>Business & Human Rights Accelerator</u> de six mois du Pacte mondial des Nations Unies Réseau Canada qui a été lancé en février 2024. L'objectif du programme est d'aider les entreprises à perfectionner leur procédure de diligence raisonnable en matière des droits de la personne.



8. MESURES CORRECTIVES

Pour bien remédier aux violations cernées, il faut que les diverses parties connaissent les canaux de signalement et aient confiance que WSP déploiera les efforts d'enquête nécessaires. Comme mentionné dans la section « Politiques », WSP dispose d'une Politique en matière de signalement et d'enquête, preuve de son engagement envers un processus d'enquête juste et efficace, et d'une Ligne de signalement en matière de conduite professionnelle accessible en tout temps à l'échelle mondiale. Les employés, les partenaires d'affaires, les clients et les membres du public peuvent s'en servir pour signaler toute inquiétude liée à l'esclavage moderne.

Dans le cas où WSP constaterait des pratiques d'esclavage moderne dans ses activités ou sa chaîne d'approvisionnement, sa réponse serait pragmatique et proportionnée à la nature de la situation, et tiendrait compte de l'incidence, d'un point de vue des droits de la personne, des mesures correctives mises en place sur les gens concernés, par exemple la perte d'emploi ou de revenu.

Aucun cas de travail forcé ou de travail des enfants n'a été détecté lors des évaluations des risques portant sur la chaîne d'approvisionnement de WSP pour la période de référence. Ainsi, dans cette même période, WSP n'a eu à prendre aucune mesure corrective pour remédier à des cas de travail forcé, de travail des enfants ou de perte de revenu au sein des activités et des chaînes d'approvisionnement de l'entreprise.

9. CONSULTATION

Les membres de la haute direction de WSP Global, WSP en Australie, WSP au Royaume-Uni, WSP au Canada, WSP en Norvège et de leurs filiales ont participé à l'élaboration de notre approche mondiale en matière d'évaluation et de gestion des risques liés à l'esclavage moderne dans nos activités et notre chaîne d'approvisionnement. WSP s'engage à réviser régulièrement ses procédures et pratiques internes afin de réduire le risque d'esclavage moderne dans ses activités et sa chaîne d'approvisionnement. Nous nous engageons à contribuer positivement aux communautés dans lesquelles nous exerçons nos activités, à fixer des normes élevées et à promouvoir une bonne éthique de travail.

10. EFFICACITÉ

WSP effectue les activités suivantes pour évaluer l'efficacité des mesures prises pour contrôler les risques associés à l'esclavage moderne au sein de ses activités et de sa chaîne d'approvisionnement :

- Créer du nouveau contenu pour la formation de rappel annuelle sur le Code de conduite pour qu'elle demeure actuelle et pertinente.
- Faire le suivi du taux de réussite des formations obligatoires sur le Code de conduite de WSP, c'est-à-dire les formations d'intégration et de rappel. Nous faisons état de notre taux de réussite par région dans notre rapport mondial sur les facteurs ESG.
- Réviser les critères relatifs aux pays à risque élevé périodiquement pour s'assurer que leurs définitions correspondent aux plus récentes données des indices publiés.
- Consulter les rapports de l'industrie et les résultats de sondages pour améliorer les données qui sous-tendent notre approche.
- Passer en revue nos politiques mondiales connexes annuellement pour nous assurer qu'elles sont conformes aux exigences réglementaires et aux attentes de l'entreprise.
- Apprendre de notre expérience et des commentaires recueillis lors des processus de diligence raisonnable pour améliorer les processus et les résultats à l'avenir.
- Évaluer périodiquement l'efficacité des activités de prévention de l'esclavage moderne.

Les entités de WSP qui sont soumises aux exigences sous-régionales et nationales de déclaration relative à l'esclavage moderne doivent surveiller et passer en revue la conformité à la réglementation annuellement et faire état des résultats à l'interne, à l'équipe de direction sous-régionale ou nationale. De plus, certaines sous-régions et certains pays mettent en œuvre d'autres mesures d'efficacité. Par exemple, WSP en Australie a établi des indicateurs de risque clés pour promouvoir le respect de la loi



australienne. Ces indicateurs font l'objet de rapports tous les trimestres au conseil d'administration et à la direction de WSP en Australie, et l'équipe australienne d'audit interne effectue régulièrement des audits internes des processus de diligence raisonnable et d'approvisionnement.

WSP en Norvège contrôle la mise en œuvre et l'efficacité de ses obligations, activités et objectifs internes en matière d'évaluation de la diligence raisonnable, et procède à des évaluations régulières des résultats obtenus en les communiquant aux niveaux concernés. WSP en Norvège cherche également à obtenir régulièrement la rétroaction de ses fournisseurs pour confirmer que les mesures d'atténuation des risques sont respectées et que les dommages ont été évités ou réduits. Elle consulte également des représentants et des syndicats lorsque des employés sont concernés.

11. APPROBATION

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration de Groupe WSP Global Inc. pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, lors d'une réunion ayant eu lieu le 28 mars 2024. Les conseils d'administration de WSP Australia Pty Limited, WSP UK Limited et WSP Norge AS ont passé en revue et pris connaissance des informations relatives aux entités en Australie, au Royaume-Uni et en Norvège, respectivement.

Conformément aux exigences prévues par la loi canadienne, plus particulièrement l'article 11, je confirme avoir lu les renseignements contenus dans le rapport pour l'entité ou les entités susmentionnées. Sur la base de mes connaissances et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, j'atteste que les renseignements contenus dans le rapport sont véridiques, exacts et complets à tous égards importants en vertu de la loi canadienne, pour l'année de référence mentionnée ci-dessus.

Aux termes de l'article 11(4)(b)(ii) de la loi canadienne, cette approbation est fournie au nom de WSP Canada Inc.

Alexandre L'Heureux

Président, chef de la direction et administrateur, Groupe WSP Global Inc.

3 avril 2024

Je possède l'autorité nécessaire pour engager le Groupe WSP Global Inc.



Énoncés prospectifs

En plus de communiquer des données historiques, WSP peut formuler ou présenter, dans le présent rapport, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières.

Les énoncés prospectifs ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et peuvent inclure notamment des estimations, des plans, des attentes, des opinions, des prévisions, des projections, des indications ou d'autres énoncés qui ne sont pas des déclarations de fait. Cela comprend en particulier nos objectifs de lutte contre l'esclavage moderne, lesquels comprennent, entre autres, les objectifs de gouvernance, les objectifs en matière d'évaluation et de gestion internes des risques relatifs à l'esclavage moderne et nos objectifs de production de rapport sur l'esclavage moderne et de divulgation de ces informations.

Un énoncé est prospectif lorsqu'il est rédigé en utilisant ce que nous savons et attendons aujourd'hui pour faire un énoncé à propos de l'avenir. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « avoir l'intention de », « viser », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Les énoncés prospectifs, par leur nature, sont sujets à des incertitudes et à des risques inhérents. Ils sont fondés sur plusieurs hypothèses, générales et précises, qui permettent de penser que les résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs, et que nos perspectives, objectifs, plans d'affaires et priorités stratégiques pourraient ne pas se réaliser. Ces énoncés ne garantissent nullement des événements ou des rendements futurs; les lecteurs ne doivent pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport ont pour but d'aider les lecteurs à comprendre, d'une part, les éléments clés de nos objectifs de lutte contre l'esclavage moderne et à mieux saisir, d'autre part, notre cadre opérationnel prévu. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces renseignements ne doivent pas servir à d'autres fins.

À la rédaction des énoncés prospectifs du présent rapport, nous nous sommes basés sur certaines hypothèses à propos des activités et d'autres éléments. Voici une liste non exhaustive des hypothèses sur lesquelles reposent nos objectifs de lutte contre l'esclavage moderne : la suffisance des ressources internes et externes; notre capacité à maintenir en place des systèmes et des processus efficaces de gestion des risques relatifs à l'esclavage moderne; le maintien de la mobilisation et de la collaboration des parties prenantes; la gestion efficace et continue des risques relatifs à l'esclavage moderne et autres hypothèses décrites dans les sections « Énoncés prospectifs » de notre dernier rapport mondial sur les facteurs ESG, dont les sections sont intégrées par renvoi dans cette mise en garde. Ce document est accessible sur notre site Web. Si nos hypothèses se révèlent inexactes, les événements ou les résultats réels peuvent différer considérablement de nos attentes.

D'importants facteurs de risque peuvent faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs mentionnés précédemment et dans d'autres énoncés prospectifs faisant partie du présent rapport. Ces facteurs de risque comprennent, entre autres : l'incapacité à mettre en œuvre des initiatives d'affaires et d'entreprise suffisantes; la difficulté à mesurer, à évaluer et à divulguer adéquatement le rendement de l'entreprise en matière de gestion des risques relatifs à l'esclavage moderne; notre incapacité à recueillir des données sur les risques relatifs à l'esclavage moderne auprès de nos fournisseurs ou des fournisseurs des entreprises acquises, y compris pour les années antérieures; ainsi que les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que WSP dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières ou des commissions des valeurs mobilières, ou dans les autres documents qu'elle publie, et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les facteurs de risque évoqués ci-dessus et d'autres facteurs de risque, qui peuvent faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux attendus et indiqués de manière explicite ou implicite dans nos énoncés prospectifs, sont décrits dans le présent rapport ainsi que dans le dernier rapport de gestion annuel de WSP. Cette section est intégrée par renvoi dans cette mise en garde.



L'ensemble des énoncés prospectifs de WSP sont expressément visés par la présente mise en garde et sont susceptibles de changer. Sauf dans les cas où les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent, nous n'assumons aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision d'énoncés prospectifs, quels qu'ils soient, faisant partie du présent rapport.